

Questions orales

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, tous les partis réclament des consultations suivies pour que l'on puisse comprendre quels sont exactement les intérêts nationaux—et je reprends la propre phrase du ministre—que le gouvernement compte défendre au cours de ces négociations.

Le gouvernement espère-t-il, par exemple, apporter certaines améliorations à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis dans des domaines comme celui de l'énergie, du règlement des différends et, comme il vient de le dire, dans celui de l'automobile?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai toujours dit, tout comme mon prédécesseur, que s'il y a moyen de s'entendre avec les États-Unis pour améliorer les clauses de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada au cours des négociations sur l'Accord de libre-échange nord-américain, nous le ferons.

Un des domaines où. . .

M. Peterson: Cela veut donc dire que ces questions sont renégociables.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je voudrais que mon honorable collègue le député de Willowdale reste tranquille. Il est un peu agité.

Une voix: Sinon que se passera-t-il?

M. le Président: Le ministre pourrait peut-être terminer sa réponse.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): C'est difficile, monsieur le Président, quand on a affaire à une attitude aussi provocante.

Il y a notamment la question des règles d'origine; mon honorable collègue est parfaitement au courant des difficultés que pose l'interprétation de ces règles, qui manquent de clarté. Voilà un domaine où nous faisons des efforts qui aideront l'industrie automobile ainsi que les autres secteurs qui sont également touchés.

* * *

[Français]

LE SECTEUR MINIER

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Mines.

Le gouvernement du Québec a placé le secteur minier en quatrième position dans ses priorités sur les ententes régionales, et même pas pour une médaille olympique canadienne pour l'or, l'argent et le bronze. Est-ce que le ministre peut nous dire aujourd'hui que le secteur minier va s'accaparer d'une des trois premières positions, ceci dans le but de venir en aide au secteur minier québécois dans les plus brefs délais?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que cela a fait l'objet d'entretiens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, entretiens qui ont été dirigés surtout par mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Je crois savoir que le ministre rencontrera M^{me} Bacon la semaine prochaine. Il est à souhaiter que cette rencontre permettra de réaliser des progrès.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Svend J. Robinson (Burnaby-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Ainsi que la ministre le sait, la semaine dernière, Anderson Mutang Urud, un porte-parole des Punans et d'autres peuples autochtones du Sarawak, en Malaysia, qui est reconnu internationalement, a été arrêté et est maintenant détenu sans qu'aucune accusation n'ait été portée contre lui.

La ministre pourrait-elle dire à la Chambre quelles mesures elle entend prendre pour exprimer les vives préoccupations du Canada au sujet de l'arrestation de M. Urud? Va-t-elle protester énergiquement auprès des autorités du Sarawak et de la Malaysia contre la détention de ce porte-parole des peuples autochtones et protecteur de la forêt tropicale du Sarawak en vue d'exiger sa libération immédiate?